

Blois 2006 – L'Argent, en avoir ou pas

La corruption de la démocratie

conférence de Pierre Rosanvallon

CR Marie-Noëlle Gairaud-Deschamps

Biographie (reprise sur le site du Collège de France)

Né en 1948. Professeur au Collège de France (titulaire de la chaire d'Histoire moderne et contemporaine du politique). Il est également directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Il est aussi Président de l'atelier intellectuel international *La République des idées*. Ses travaux d'histoire et de philosophie politique se sont développés dans trois directions. L'histoire intellectuelle de la démocratie sur la longue durée, d'abord, avec *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, 1992 ; *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, 1998 ; *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, 2000.

L'histoire du modèle politique français et des rapports entre État et société, ensuite, avec *Le Moment Guizot*, 1985 ; *L'État en France de 1789 à nos jours*, 1990 ; *Le Modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, 2004. Il a enfin consacré plusieurs ouvrages l'État-providence, 1981 ; *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, 1995 ; *Le nouvel âge des inégalités*, (en collaboration avec J. P. Fitoussi), 1996.

Ses travaux actuels portent sur les transformations de la démocratie contemporaine, dans une perspective comparée avec les espaces non-occidentaux.

Il vient de publier aux éditions du Seuil *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*

Compte-rendu de la conférence du samedi 14 Octobre 2006, Maison de la Magie

Introduction :

Rappels sur le terme de "corrompre" : altérer, déformer, détourner, détruire

Corrompre la démocratie c'est :

1. Rompre l'égalité politique et la vitalité du pluralisme
2. Fragiliser la distinction privé/public
3. Fragiliser, pervertir le lien représentatif

I Rompre l'égalité politique et la vitalité du pluralisme

C'est réintroduire une dimension oligarchique dans le principe démocratique.

La démocratie, c'est la compétition d'où le rôle de l'argent qui détermine la mobilisation des moyens mis en œuvre pour la compétition. Aux Etats-Unis, les postes importants de sénateurs, gouverneurs et maires des très grandes villes sont détenus par des personnes fortunées qui investissent de l'argent dans le désir de se faire élire car il n'existe pas de limite aux dépenses dans le cadre d'une campagne électorale. En Europe, cette limite aux dépenses dans le cadre d'une campagne électorale existe, quels sont les effets égalisateurs pour réduire le rôle de l'argent ?

- a. Mise en place de règles et de contraintes (ex. : en France) qui réduisent la place de la publicité dans la campagne politique
- b. le pluralisme : tout dépend du média égalisateur dont le plus puissant est Internet (ce qui n'est pas le cas de la télévision). Le développement d'égalisation par le pluralisme prend un nouveau sens avec Internet.
- c. Exemple de la France du 19^e siècle : le monopole égalisateur qui organise un monopole de la campagne. Le danger est d'organiser une campagne de façon binaire dont, sous le IInd Empire, l'exemple-type est la candidature officielle

Dans les esprits des Français ni le pluralisme ni la règle n'a prédominé. La difficulté est de mettre les monopoles sous le coup de la volonté générale.

II Fragiliser la distinction privé/public

Toute l'Histoire des nations modernes est fondée sur la tentative de faire émerger le bien public se distinguant du bien privé. La démocratie a consisté à radicaliser la séparation public/privé. Il s'agit de construire le domaine public, ce que l'on retrouve dans la dénomination du collectif comme fondement de la société. Voir notamment les premiers mots de la Constitution américaine "We, the people". La corruption correspond à toutes les formes régressives du bien public. C'est un phénomène complexe à analyser. On distingue trois formes de corruption :

- a. la corruption de prédation
- b. la corruption de confusion
- c. la corruption de compensation ou d'arrangement

a. La corruption de prédation : c'est la plus manifeste

Il s'agit de détournement des biens publics au profit du privé. Mais c'est un jeu à deux : il faut un corrupteur et un corrompu. C'est une corruption de transgression, forme la plus stigmatisée par l'opinion publique.

b. La corruption de confusion. Elle se définit comme un abaissement de la définition du bien public. Elle engendre un conflit car elle est fondée sur l'ambiguïté de la définition du bien public. Ex. : certains partis politiques ont considéré qu'ils étaient une figure légitime du bien public, de l'esprit public or personne n'en est, effectivement, propriétaire.

Pendant la Révolution, on a constaté des problèmes entre de rapports entre un public immédiat et un esprit public qui a été au centre de tout un ensemble de législation. Il y a corruption car elle donne une définition faussée de l'intérêt général.

c. La corruption de compensation

C'est une corruption diffuse qui bénéficie de la tolérance sociale mais qui engage de petites sommes. Ces formes d'arrangement sont des formes de compensation ayant leur forme de légitimité. Tous les accusés de cette forme de corruption ont légitimé leur acte par la volonté de rétablir une "injustice publique" par une "justice privée".

Autre mode de légitimation : reconnaître ces actes de corruption comme introduisant une notion de proximité dans la vie publique. Il s'agit alors d'équité pratique.

Il y a donc un problème de conflit sur les règles, les normes de justice or, le propre de la démocratie est qu'on ne se fait pas justice soi-même.

Une différence est établie entre le tribunal public et le tribunal judiciaire et, dans ce cadre, se pose le problème de certaines personnalité politiques condamnées pour des gestes délictueux puis réélues par la suite. Il y a deux explications à ce phénomène :

- Il existe un certain pessimisme citoyen qui ne peut que constater une normalité délictueuse
- Il existe des tolérances pour la corruption de confusion et celle d'arrangement/compensation.

Chez les citoyens, on constate une augmentation du nombre de ceux qui considèrent que le monde politique est plus corrompu. Cela se traduit par un développement de l'hostilité à l'égard du personnel politique, hostilité qui va croissant avec la marginalité sociale des citoyens et la faiblesse de leurs diplômes. Il existe donc une corrélation entre le sentiment d'éloignement social et une vision de corruption du monde. Ceux qui ont le moins confiance dans les institutions sont ceux qui vivent le plus isolés. Ce hiatus entre impunité aux yeux de l'électeur et punition au tribunal est une manifestation de l'existence de deux échelles de la proximité. Les "pardonnés" sont les champions de la politique de proximité, nom noble d'un phénomène plus couramment connu sous le terme de clientélisme.

III Perversion du lien représentatif

Corrompre la démocratie c'est transformer le lien de parole en lien de distance. C'est faire que le mandat devienne une carrière. On aboutit à une corruption mécanique et morale.

Le terme "corruption" apparaît dans la langue française au XIIIe et signifie "abîmer" mais les 1ers emplois du terme dans le domaine politique se relèvent dans l'Angleterre des XVIe-XVIIe siècles au moment où se forge la procédure d'*impeachment*. On ne sépare pas la corruption matérielle de la corruption morale.

Le Parlement anglais est d'abord une High court = grande cour judiciaire qui peut donc juger le personnel politique (mais pas le roi car "il ne peut mal faire"). La cause n°1 des grands procès d'*impeachment* est l'accusation de corruption c'est-à-dire dénaturer le sens du service public. Ces cas de procès sont d'ailleurs plus nombreux que ne le sont ceux pour corruption matérielle. Au XVIIIe siècle, en Angleterre, le chemin vers la Démocratie est d'aller jusqu'au bout de la lutte contre la corruption. Le théoricien de cette thèse est un certain Junius, pseudonyme dont les écrits apparaissent vers les années 1770-1780

En défendant le rôle d'une presse libre, cet auteur dit : "Ceux qui s'imaginent que les journaux ne sont pas un frein aux hommes pervers, ne connaissent rien aux affaires de notre pays. (...) Tant que ce pouvoir sera maintenu, le ministre et les magistrats devront opter entre leur devoir et leur réputation".

"Choisir entre son devoir et sa réputation" : Ceci est le principe de base, le vecteur essentiel de la confiance entre les gouvernés et les gouvernants. C'est ainsi que Mme Rolland, sous la Révolution française rappelait que le peuple doit inspecter le gouvernement car la vie de la démocratie ne se limite pas aux périodes électorales : il doit exister une démocratie permanente dans laquelle s'exerce la vigilance sociale.

Le rôle de cette vigilance est essentiel pour maintenir vivant un esprit public. Il faut veiller à ce que l'activité politique se déroule dans la transparence pour que les politiques aient à choisir entre leur devoir et leur réputation. Dans ce cadre, la presse joue un rôle particulier. Cf. Michelet qui rappelle que le journaliste en assurant la permanence du regard sur la vie politique est une figure centrale de l'intérêt public et général.

Pendant la Révolution, le journaliste est une figure à égalité et en compétition avec celle de l'homme politique car il a un rôle d'explication, de mise en lumière pour produire le sens commun. Attention : il faut bien distinguer "journaliste" de "media".

Aux Etats-Unis, à la fin du XIXe siècle, on assiste à une renaissance de cette réflexion sur la lutte contre la corruption car on constate une corruption généralisée au niveau politique local qui devient le problème n°1. Chez les membres des élites, ce sont les éléments moins recommandables qui vont vers la politique car les autres, dans le cadre de la croissance économique américaine, disposent, à cette époque, de nombreux autres débouchés où ils peuvent mettre en œuvre leurs talents (la banque, l'industrie etc..). Se met alors en place aux USA toute une réflexion pour lutter contre la corruption à l'échelon locale qui donne naissance à l'école de Chicago (sociologie) et deux solutions émergent :

- Passer d'un système d'élection à un système de management payé pour gérer les villes. On organise ainsi des concours publics ouverts pour recruter des "city-managers"
- Lancer un nouveau type de presse ex. : Everybodys, Cosmopolitan qui ont pour tâche de discuter des affaires publiques au niveau municipal. On distingue dans cette mouvance deux théoriciens : Lincoln Steffens et (???) cf. "Precision journalism"

L. Steffens écrit : "La lumière du soleil est connue pour constituer le meilleur des désinfectants. La lumière de la publicité est le plus efficace des policiers pour lutter contre la corruption".

Aujourd'hui, la fonction d'attention, de contre-démocratie ne s'exerce plus à travers un journalisme d'investigation mais par :

- la multiplication de tous ces mouvements sociaux qui se définissent comme ayant une fonction de vigilance, les "wistle blowers" (qui agissent comme avertisseurs et non plus représentant les intérêts d'un groupe social en particulier). Ce sont des organisations qui ont pour but de noter, de mettre à l'épreuve pour aider à construire la démocratie comme lien permanent entre la société et le pouvoir et non comme lien intermittent.
- Internet qui donne une chair sensible à l'opinion publique. Il y a une forme sociale insaisissable, une forme de circulation mais aussi une forme politique qui donne la prééminence aux tâches de vigilance et de surveillance (qui ne doit pas évoluer vers un monde de délation et de stigmatisation !!!).

Conclusion

Attention aux liens troubles entre la question de la corruption et le populisme. Dans le populisme, il ne s'agit plus de construire la démocratie permanente mais plutôt d'établir une distance qu'on ne peut plus combler entre la politique et la société d'où le développement d'un pessimisme radical du type "tous pourris". Ainsi, Poujade ne proposait pas de réaliser des changements mais de sortir les sortants. La démocratie, ce n'est pas cela. La démocratie, c'est de lutter contre ce qui peut la corrompre pour reconstruire la démocratie du gouvernement représentatif. La dénonciation ne doit pas se terminer par une forme de démission. Il ne faut pas transformer le citoyen actif dans son ombre terrible qu'est celle du citoyen passif car c'est ça la vraie corruption.